IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

PROGRAMME
ÉNERGIE ET
MATIÈRES PREMIÈRES

LES MARCHÉS ALIMENTAIRES MONDIAUX PRIS EN ÉTAU ENTRE ORMUZ ET EL NIÑO

Alexandre Roussel / Chercheur à l'IRIS, co-responsable du programme Énergie et matières premières

Novembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Alexandre Roussel / Chercheur à l'IRIS, co-responsable du programme Énergie et matières premières

Alexandre Roussel est chercheur à l'IRIS, co-responsable du programme Énergie et matières premières. Il travaille sur les enjeux stratégiques liés aux questions de sécurité d'approvisionnement des flux et des matières énergétiques. Il est diplômé de l'école d'ingénieur CentraleSupélec, et est également titulaire du Master Environmental Change and Management de l'université d'Oxford où il a réalisé son mémoire sur l'impact du changement climatique et du phénomène El Niño sur le trafic du canal de Panama.

PROGRAMME
ÉNERGIE ET
MATIÈRES PREMIÈRES

L'IRIS a développé depuis plusieurs décennies une expertise poussée dans les domaines de la géopolitique de la production et des échanges d'énergie et renforce son équipe de recherche sur les matières premières de la transition énergétique. Par ces expertises, le programme Énergie et matières premières offre aux institutions et organisations publiques comme privées des capacités d'analyse uniques, basées sur un suivi détaillé des relations internationales et des jeux d'influence autour de ces enjeux.

---

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

LES MARCHÉS DES ENGRAIS FORTEMENT PERTURBÉS PAR LA CRISE DU DÉTROIT D'ORMUZ

Courroie de transmission entre les systèmes énergétiques et alimentaires, les marchés des engrais sont aujourd'hui mis sous pression par le conflit du détroit d'Ormuz, menaçant ainsi le système alimentaire mondial dans les mois à venir.

Les pays du Golfe sont devenus incontournables dans les chaînes de valeur mondialisées des engrais, lesquelles reposent en partie sur les ressources fossiles et minières de la région. Ainsi, le golfe Persique compte pour environ 30 % des exportations mondiales d'urée, 20 % de celles d'ammoniac, d'engrais phosphatés et de gaz naturel liquéfié (GNL), ou encore près de la moitié des exportations mondiales de soufre[1] : des engrais et des ressources indispensables à la fabrication de ces derniers, expliquant les tensions actuelles sur les prix et la disponibilité des fertilisants.

Les trois principaux nutriments présents dans les engrais sont l'azote, le phosphore et le potassium. Des éléments dont les plantes ont besoin pour leur croissance et qui se trouvent naturellement présents dans les sols, mais dont l'apport *via* l'industrie chimique a explosé dans les années 1950, participant à démultiplier la production agricole, aux côtés de la mécanisation et des produits phytosanitaires. Ainsi, la production de blé par hectare en France a été multipliée par environ cinq entre 1950 et 2000[2]. Dopée aux intrants, l'agriculture est aujourd'hui sous perfusion de nutriments dont un sevrage brutal aurait de lourdes conséquences. Si les engrais potassés sont relativement épargnés par cette crise, les marchés des engrais azotés et phosphorés sont en revanche plus durement touchés.

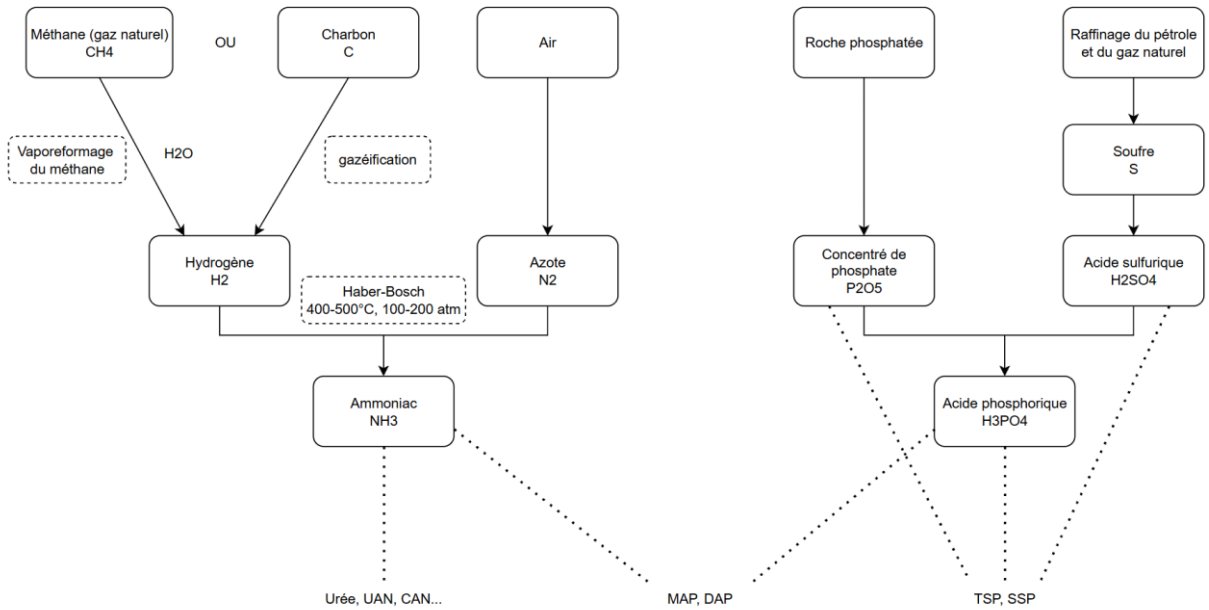
La production d'ammoniac (NH3), brique de base des engrais azotés, est au cœur des tensions. Cette molécule – dont environ 70 % de la production mondiale sert à la fabrication d'engrais – est obtenue à partir d'azote et d'hydrogène *via* le procédé Haber-Bosch (voir schéma ci-dessous). De l'hydrogène aujourd'hui largement obtenu à partir de gaz fossile (70 % de la production mondiale pour l'ammoniac) à l'aide du procédé extrêmement énergivore de vaporeformage du méthane (gaz naturel), ou à partir de charbon (25 % de la production mondiale, principalement en Chine)[3]. De ce fait, la production d'ammoniac est extrêmement sensible aux prix de l'énergie, particulièrement à ceux du gaz, souvent utilisé en tant que

[1] Agence internationale de l'énergie, « The Middle East and Global Energy Markets », IEA, consulté le 31 octobre 2026, https://www.iea.org/topics/the-middle-east-and-global-energy-markets.
[2] Cour des comptes, *Rapport public annuel 2024 : L'action publique en faveur de l'adaptation au changement climatique* (Paris : Cour des comptes, mars 2024).
[3] Agence internationale de l'énergie (AIE), *The Breakthrough Agenda Report 2025: Accelerating Sector Transitions Through Stronger International Collaboration* (Paris : AIE, 2025).

matière première pour fabriquer de l'hydrogène, mais également comme source d'énergie pour obtenir la réaction. L'ammoniac est ensuite transformé en engrais, notamment en urée, en phosphate de diammonium (DAP), en phosphate monoammonique (MAP), ou encore en engrais NPK (azote, phosphore, potassium) (voir schéma).

Le marché des engrais phosphatés se trouve également fortement impacté par le conflit en cours. D'une part, 20 % des exportations d'engrais phosphatés passaient par le détroit d'Ormuz avant le début de la guerre. D'autre part, près de la moitié des exportations mondiales de soufre proviennent du golfe persique en temps normal, un élément issu du raffinage du pétrole et du gaz servant à la production d'acide sulfurique, lui-même utilisé dans la production d'acide phosphorique (obtenu à partir de roches phosphatées), indispensable à la production d'engrais phosphatés (voir schéma). De ce fait, à la réduction des exportations d'engrais issues des pays du Golfe, s'ajoute une baisse mondiale de la production d'engrais phosphatés en raison des tensions sur le marché du soufre, notamment au Maroc.

Schéma des chaînes de valeur des engrais azotés et phosphatés



Source : auteur

Goulet d'étranglement des marchés pétroliers et gaziers mondiaux, le détroit d'Ormuz est donc également un point névralgique pour le commerce mondial des engrais. Ainsi, à court terme, la réouverture du détroit est un enjeu crucial pour stabiliser les marchés et les approvisionnements mondiaux, tandis qu'à plus long terme, sortir de la dépendance aux engrais non renouvelables semble indispensable.

ENGRAIS PHOSPHATÉS ET AZOTÉS : DES PRIX SOUS TENSION, DES DYNAMIQUES CONTRASTÉES

Déjà avant le début de la guerre, les marchés des engrais faisaient face à de multiples contraintes. En raison d'une forte demande, les prix mondiaux du soufre étaient particulièrement élevés, de même que les prix de l'énergie en Europe, tandis que les exportations d'engrais de producteurs majeurs tels que la Chine ou Trinidad et Tobago étaient déjà contraintes.

Le blocage d'Ormuz est donc survenu dans un contexte de marchés déjà tendus, provoquant une hausse de l'ordre de 30 % des prix des engrais phosphatés depuis le début de la guerre[4]. Impactant la production d'engrais phosphatés, la contrainte liée au soufre joue un rôle déterminant. Très difficilement substituables et présentant peu de fournisseurs alternatifs, les exportations de soufre du marché spot états-unien du golfe du Mexique ont vu leur prix atteindre 1 100 dollars la tonne en juillet, et dépasser 700 dollars sur le marché Tampa (Floride) pour les livraisons du troisième trimestre[5]. Des prix qui s'établissaient entre 75 et 250 dollars douze à vingt-quatre mois plus tôt[6] [7].

Cette situation a contraint certains producteurs d'engrais phosphatés à réduire leur production : le marocain OCP a ainsi annoncé avoir réduit sa production jusqu'à 30 % au deuxième trimestre 2026, et avoir opté pour la fabrication d'engrais requérant une consommation moindre de soufre comme le superphosphate triple (TSP)[8]. Par ailleurs, en réaction à l'envolée des prix du soufre, plusieurs pays tels que la Russie, le Kazakhstan, l'Inde ou la Turquie ont annoncé restreindre ou interdire leurs exportations de cet élément dans le but de protéger leur marché, tandis que d'autres pays, tels que la Chine, ont restreint temporairement leurs exportations d'engrais phosphatés.

Les dynamiques de marché des engrais azotés sont plus complexes, combinant des pressions à la hausse et à la baisse. La réduction des exportations des pays du Golfe, combinée à la hausse saisonnière de la demande en engrais liée au cycle des cultures dans l'hémisphère nord, ainsi qu'à la hausse des prix de l'énergie, ont d'abord fortement fait grimper les prix de

[4] Joseph Glauber et Shawn Arita, « How are fertilizer markets coping with the continued closure of the Strait of Hormuz? », International Food Policy Research Institute, 18 septembre 2026.
[5] Maria Mosquera, « Tampa 3Q liquid sulphur price hits record $705/lt », *Argus Media*, 13 juillet 2026.
[6] U.S. Geological Survey, « Sulfur », dans *Mineral Commodity Summaries 2025* (Reston, VA : U.S. Geological Survey, janvier 2025).
[7] Argus Media, *Argus Sulphur*, n° 25-37, 11 septembre 2025.
[8] Daniel Yergin, Shankari Srinivasan, Allan Pickett et Simon Blakey, « Energy disruption and El Niño: Leading to a global food crisis? », *S&P Global Institute*, 19 octobre 2026.

l'urée de 400 à 850 dollars la tonne entre janvier et avril[9], amplifiés par la restriction temporaire d'exportations d'engrais azotés par la Chine et la Russie.

Des prix qui sont retombés sous les 400 dollars en septembre, notamment en raison de la baisse saisonnière de la demande, qui a par ailleurs permis à des pays comme la Chine et les États-Unis d'exporter des engrais azotés[10]. Certains pays tels que le Nigeria ou l'Égypte ont tiré parti de la hausse des prix, allant jusqu'à presque doubler leurs exportations d'urée, compensant en partie la perte des exportations des pays du Golfe[11]. La hausse des prix du soufre entraîne paradoxalement une baisse des prix de l'ammoniac : la moindre fabrication d'engrais phosphatés, dont certains utilisent également de l'ammoniac dans leur fabrication, entraîne une baisse de la demande de cette molécule. De plus, dans l'Union européenne (UE) l'anticipation de l'extension du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières aux engrais avait poussé les Européens à faire des stocks d'engrais en 2025, expliquant en partie la baisse des importations de près de 50 % au premier semestre 2026 en comparaison de 2025[12].

Cependant, une hausse saisonnière de la demande en engrais fin 2026, notamment au Brésil et en Asie du Sud et du Sud-Est, pourrait à nouveau tirer les prix à la hausse. Au total, la Banque mondiale estime que les prix de l'urée devraient augmenter de 21 % en 2026, une estimation qui dépend fortement de l'évolution de la situation dans le détroit d'Ormuz[13].

UNE CONVERGENCE DE CHOCS QUI FRAGILISENT LE SYSTÈME ALIMENTAIRE MONDIAL POUR LES MOIS À VENIR

En parallèle de l'augmentation des prix des engrais, d'autres facteurs mettent sous pression les marchés alimentaires mondiaux. Des crises dont les conséquences ne seront visibles, pour certaines, que dans quelques mois, ou années.

D'abord, des dynamiques de conflits d'usage existent. Le soufre – et surtout la production d'acide sulfurique qui en découle – est également très utilisé dans les industries minière, métallurgique et chimique, qui pourraient être prêtes à payer davantage que le milieu agricole pour sécuriser leurs approvisionnements. Par ailleurs, avec le blocage d'Ormuz, les biocarburants deviennent de plus en plus compétitifs et politiquement attractifs face aux carburants fossiles, poussant différents gouvernements à augmenter leurs objectifs de

[9] Banque mondiale, *Commodity Markets Outlook, October 2026*, rapport du Groupe de la Banque mondiale (Washington, DC : Banque mondiale, 2026).
[10] *Ibid.*
[11] Peter Foster et Susannah Savage, « New fertiliser exporters blunt food crisis fears », *Financial Times*, 15 septembre 2026.
[12] Joseph Glauber et Shawn Arita, « How are fertilizer markets coping with the continued closure of the Strait of Hormuz? », International food policy research institute, 18 septembre 2026.
[13] Banque mondiale, *op. cit*.

production, ce qui devrait augmenter la production de cultures non alimentaires dans les années à venir, en concurrence avec l'alimentation humaine[14].

Les prix particulièrement élevés du diesel tirent également les prix de l'alimentation à la hausse. S&P Global Institute estime par exemple que le coût du diesel compte en temps normal pour 5 à 8 % des coûts opérationnels d'une exploitation agricole aux États-Unis. Si la différence de prix entre le brut et le gasoil est en temps normal de l'ordre de 12 à 20 dollars, le *spread* est monté jusqu'à 100 dollars le baril en septembre, avant de redescendre vers 70 dollars en octobre. Un écart qui s'explique par les difficultés que connaissent la Russie et le Moyen-Orient, deux régions clés pour le raffinage au niveau mondial, et qui concentrent en temps normal des capacités excédentaires à leur consommation domestique : ces deux régions comptent habituellement pour la moitié des exportations nettes mondiales de diesel. Des tensions auxquelles s'ajoutent les restrictions d'exportations de produits raffinés chinois que Pékin a mis en place pour protéger son marché[15].

Par ailleurs, le conflit russo-ukrainien impacte non seulement les prix de l'énergie et des engrais, mais aussi ceux des céréales avec l'intensification des attaques qui visent les ports ukrainiens et russes en mer Noire depuis quelques mois. Respectivement premiers et cinquièmes exportateurs mondiaux de blé, la Russie et l'Ukraine comptent à elles deux pour 27 % des exportations mondiales de blé. La reprise des frappes sur les infrastructures d'exportation agricoles depuis juin 2026 anticipe la période d'exportation de la principale variété de blé cultivée dans ces deux pays qui arrive à la fin de l'été. Ces frappes ont temporairement amputé la Russie d'environ 70 % de ses capacités d'exportation de céréales, et à l'Ukraine environ 90 % de ses capacités d'exportations maritimes[16].

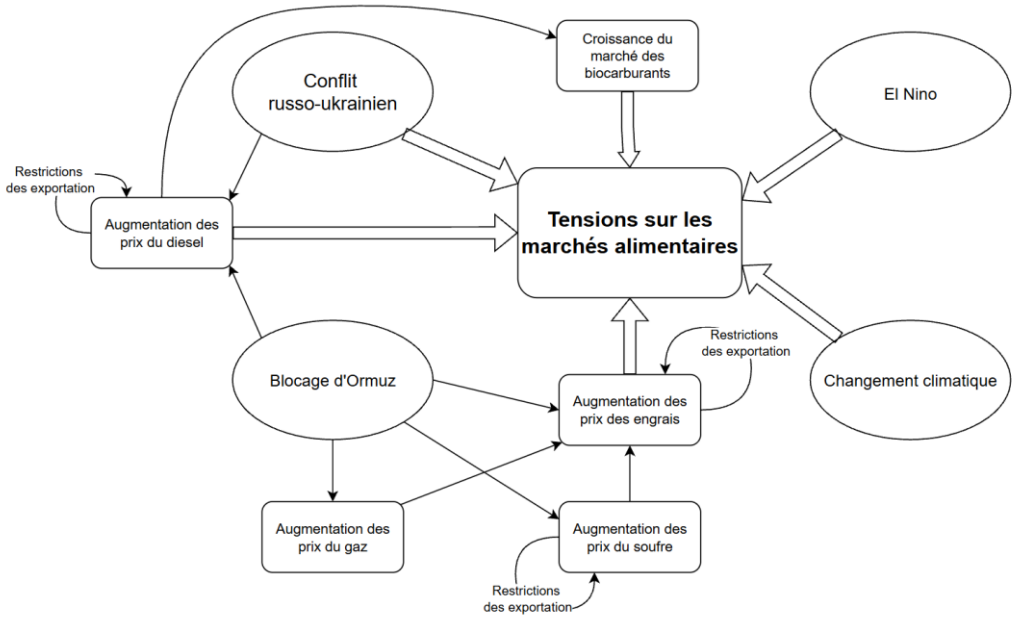
Ces contraintes coïncident avec d'importantes pertes agricoles liées à la sécheresse qui a frappé plusieurs pays exportateurs en 2026. Le faible niveau du Danube a également restreint les voies alternatives d'exportations ukrainiennes, faisant chuter les exportations du pays de 70 % en août 2026. Le prix des céréales a ainsi augmenté de 9 % au troisième trimestre 2026, et celui du blé de 40 % ces douze derniers mois[17].

Enfin, possiblement l'événement le plus important jamais enregistré, le phénomène *El Niño* en cours va encore aggraver l'état des marchés alimentaires mondiaux, à force de sécheresses

[14] Patrick Schröder, Bhargabi Bharadwaj et Richard King, « The problem with biofuels as a response to the Gulf energy supply shock: How they threaten food supplies and forests, and what to do about it », *Chatham House*, septembre 2026.
[15] Daniel Yergin, Shankari Srinivasan, Allan Pickett et Simon Blakey, « Energy disruption and El Niño: Leading to a global food crisis? », *S&P Global Institute*, 19 octobre 2026.
[16] Caitlin Welsh, Emma Curtis et Joseph Glauber, « How Do the Latest Black Sea Attacks Affect Global Food Security? », *Center for Strategic and International Studies*, 11 septembre 2026.
[17] Banque mondiale, *op. cit.*

et d'inondations. D'après le Département de l'Agriculture des États-Unis, la production de blé de juillet 2026 à juin 2027 des sept plus importants exportateurs mondiaux pourrait diminuer de 11 % en comparaison de l'année précédente. La production états-unienne pourrait quant à elle reculer de 26 %, et ses exportations de 15 %[18].

Schéma des différents facteurs de stress en cours pesant sur le système alimentaire mondial



Source : auteur

Ainsi, dans les mois qui viennent, plusieurs facteurs de stress – dont les effets combinés excèdent la somme de leurs effets indépendants – pourraient donc converger, débouchant ainsi sur une crise alimentaire mondiale majeure. Si *El Niño* semble a priori parti pour avoir un impact important sur le système alimentaire mondial, l'évolution du conflit russo-ukrainien, et surtout de la situation du détroit d'Ormuz, reste incertaine. De ce fait, la véritable ampleur du choc à venir est difficilement prévisible. Le facteur Trump reste une inconnue de taille. La parenthèse des *midterms* désormais refermée, le président des États-Unis pourrait à nouveau jouer les trublions – notamment au Moyen-Orient –, à moins que le changement de majorité au Congrès change la donne.

[18] Caitlin Welsh, Emma Curtis et Joseph Glauber, *op. cit.*

DES RÉPERCUSSIONS SOCIALES ET POLITIQUES EN CASCADE

De la Révolution française au Printemps arabe, en passant par la révolution russe de 1917, l'Histoire ne manque pas d'épisodes au cours desquels les pénuries alimentaires ont contribué à provoquer des basculements. Or, la crise à venir prend forme dans un contexte social, politique et économique déjà tendu, où les prix de l'énergie restent très élevés partout dans le monde, et où les manifestations se multiplient en Europe comme ailleurs.

Particulièrement puissant, l'épisode *El Niño* de 2014/2015 avait provoqué une hausse des prix de l'alimentation de l'ordre de 10 % selon *S&P Global Institute* [19]. Une hausse à mettre en perspective avec l'épisode actuel qui s'annonce plus puissant encore et qui se combine à d'autres facteurs.

Cette augmentation est particulièrement préoccupante pour les pays émergents, dont l'alimentation pèse entre 15 et 40 % dans le calcul de l'inflation, et plus de 50 % du budget des ménages dans les pays les plus pauvres. Dans ce contexte, une augmentation de 10 à 20 % des prix de l'alimentation se traduit par une inflation de l'ordre de plusieurs points d'inflation. Si l'on ajoute aux dépenses liées à l'alimentation celles liées à l'énergie, ces deux postes de dépenses comptent facilement pour 40 à 60 % des revenus d'un ménage moyen dans un pays émergent. Des dépenses relativement incompressibles qui sont donc particulièrement sensibles aux variations de prix[20].

Les États cherchent à réduire l'inflation qui s'annonce. L'Inde a par exemple augmenté ses subventions pour l'achat d'engrais, lesquelles devraient atteindre au minimum 20 milliards de dollars sur la campagne agricole 2026/2027, l'Indonésie devrait dépenser jusqu'à 3 milliards de dollars, le Bangladesh entre 2,2 et 2,5 milliards de dollars[21], tandis que la Commission européenne a mis en place fin avril un cadre temporaire d'aides permettant aux États membres d'aider – entre autres – les exploitations agricoles à acheter du carburant et des engrais[22]. Des dépenses qui viennent contraindre des budgets publics parfois déjà tendus.

[19] Daniel Yergin, Shankari Srinivasan, Allan Pickett et Simon Blakey, *op. cit*.
[20] *Ibid.*
[21] *Ibid.*
[22] Commission européenne, « The Middle East Crisis Temporary State Aid Framework (METSAF) », 29 avril 2026, consulté le 4 novembre 2026, https://competition-policy.ec.europa.eu/state-aid/legislation/metsaf_en.

L'expertise stratégique en toute indépendance

PROGRAMME
ÉNERGIE ET
MATIÈRES PREMIÈR

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.